





En 2024, les droits des personnes LGBTQIA+ sont toujours plus menacés. SOS Homophobie pointe une augmentation de 40% des agressions physiques anti-LGBTQIA+ entre 2022 et 2023. Dans l'Éducation nationale, personnels et élèves subissent de nombreuses discriminations anti-LGBTQIA+ et peinent à faire reconnaître leurs droits par l'institution. Si le ministère n'a jamais fait de la lutte contre les LGBTQIA+phobies une priorité, l'extrême droite et des idées réactionnaires s'immiscent toujours plus dans la société et donc dans les établissements scolaires.

Les jeunes victimes de LGBTQIA+phobies et de transphobie sont 2 à 7 fois plus touché-es par le suicide que les autres jeunes. Les attaques LGBTQIA+phobies de la droite, de l'extrême droite et des milieux réactionnaires et complotistes continuent de progresser à l'école. Le ministère a publié un projet de programme pour l'éducation à la vie sexuelle et affective. Si disposer enfin d'un programme d'EVAS (Éducation à la vie affective & sexuelle) constitue une avancée, ce projet pourrait cependant davantage et mieux aborder la diversité des caractéristiques sexuelles, des identités de genre, des orientations sexuelles et des expressions de genre. L'inclusion des personnes LGBTQIA+ doit se faire dans tous les programmes et non pas seulement dans celui d'EVAS. L'école a sa part de responsabilité dans la lutte contre les oppressions visant les personnes LGBTQIA+ et la remise en cause de la norme cisgenre et hétérosexuelle. Il y a urgence à prendre soin, à protéger et à inclure tous les élèves et personnels LGBTQIA+.

Les discriminations et violences à caractère discriminatoire liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre touchent aussi les personnels de l'Éducation nationale. Selon le rapport 2024 de SOS Homophobie, 72% des victimes d'actes LGBTQIA+phobies à l'école sont des élèves et 26% sont des personnels. Nos organisations syndicales enjoignent le ministère de l'Éducation nationale à mener une politique de ressources humaines qui intègre la protection et le soutien des personnels. Des affaires récentes démontrent que les personnels victimes ont souvent du mal à être reconnus et accompagnés. La formation des personnels à la lutte contre les LGBTQIA+phobies et la nomination de référent.e.s "égalité" dans chaque établissement (rémunéré.e.s pour leurs missions) sont des prérequis pour transformer l'Ecole et la société.

Nos organisations syndicales appellent donc l'ensemble des personnels et des usagèr-es de l'Education Nationale, concerné-es et allié-es, à rejoindre et à participer à la marche des fiertés de St-Etienne le 15 juin à 15 heures, place Chavanelle.

En 2024, les droits des personnes LGBTQIA+ ne sont toujours pas pleinement appliqués et sont toujours plus menacés. Dans l'Éducation nationale, personnels et élèves subissent de nombreuses discriminations anti-LGBTQIA+ et peinent à faire reconnaître leurs droits par l'institution. Si le ministère n'a jamais fait de la lutte contre les LGBTQIA+phobies une priorité, l'extrême droite et des idées réactionnaires s'immiscent toujours plus dans la société et donc dans les établissements scolaires.